

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Rennes, le 07/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARP OUEST**

ZI des Châtelets  
rue du boisillon  
22440 Ploufragan

Références : 2026.003  
Code AIOT : 0005500304

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SARP OUEST implanté RUE DU BOISILLON ZI DU CHATELET 22440 Ploufragan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Il s'agissait d'une visite périodique, et qui a porté sur la vérification de la mise en œuvre des arrêtés préfectoraux complémentaires de 2022 et 2023. Un point sur la qualité des rétentions a été ajouté suite à la visite du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARP OUEST

- RUE DU BOISILLON ZI DU CHATELET 22440 Ploufragan
- Code AIOT : 0005500304
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OUEST est une société du groupe Veolia Propreté, spécialisée dans le traitement des déchets.

L'installation de Ploufragan est dédiée à la collecte et au transit de déchets dangereux et non dangereux d'origine industrielle et urbaine (déchetteries), principalement :

- des huiles usagées,
- des déchets de vidange (sables de curage),
- des déchets en vrac (déchets d'hydrocarbures, entretien de séparateur, vidange de cuve...), déchets contenant des solvants...,
- des déchets solides conditionnés (filtres à huiles, peintures, solvants, aérosols, emballages souillés, boues d'hydroxydes...).

#### Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance des rétentions	AP Complémentaire du 16/03/2022, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Etiquetage des réservoirs	AP Complémentaire du 19/01/2023, article 2.2 (11-3)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Rétention	AP Complémentaire du 19/01/2023, article 2.2 (11-3)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Suivi de la qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 19/01/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Caractérisation des rejets des eaux résiduaires & pluviales	AP Complémentaire du 19/01/2023, article 2.2 (11-2)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit informer l'inspection lors de l'évolution des conditions d'exploitation du site, par un porter à connaissance. Il est donc demandé à l'exploitant de faire un point sur les évolutions (type d'activité, organisation du site, plans, ...) qu'il y a eu sur le site.

L'exploitant doit acquiescer de la donnée sur le fonctionnement de la nappe phréatique pour vérifier que le réseau piézométrique est bien fait.

L'exploitant doit s'assurer dans le temps que toutes les zones faisant office de rétention sont totalement étanches. Il a été rappelé que des égouttages fréquents peuvent provoquer une pollution chronique des sols et/ou des eaux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SARP OUEST [...] garantit dans le temps, par une surveillance et un entretien régulier, l'étanchéité du zonage en annexe du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'APC vise l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Cet arrêté porte sur les substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories. Le jour de la visite, l'exploitant a informé l'inspection que les produits présents dans les cuves ne sont plus ceux présents lors de la signature de l'arrêté du 16 mars 2022. Historiquement, les cuves contenaient des huiles solubles et des eaux encrées (ne contenant pas de solvants). Les produits actuellement stockés dans les cuves sont uniquement des eaux encrées, qui ne sont pas classées en produit dangereux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit envoyer au préfet un porter à connaissance (PAC) indiquant les évolutions de son exploitation et la démonstration que l'arrêté préfectoral du 16 mars 2022 n'est plus applicable à ce jour. L'exploitant profitera de ce dossier pour envoyer le plan actuel du site ainsi que le plan des réseaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Etiquetage des réservoirs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/01/2023, article 2.2 (11-3)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etiquetage réservoirs

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs de produits polluants ou dangereux [...] devront porter en caractère lisible la dénomination de leur contenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite il a été constaté que les différents produits polluants étaient identifiables, sauf au niveau de l'aire de curage n°1 des hydrocarbures.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit remettre l'étiquetage au niveau de l'aire de curage n°1 d'hydrocarbures. Il sera attentif que les autres étiquetage restent lisibles. Au besoin, il les renouvellera. Une photographie de l'étiquetage sera envoyée à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Rétention

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/01/2023, article 2.2 (11-3)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention de la zone de dépotage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La zone de dépotage des produits hydrocarbonés est sur une zone extérieure étanche. Le jour de la visite il a été constaté que le revêtement est fissuré et la dalle a été faite en deux parties, avec la présence d'un interstice entre les deux parties. L'inspection a des doutes sur la réelle étanchéité de la zone de dépotage. La résine du bâtiment faisant office de rétention a été refaite en 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit vérifier et justifier si la zone de dépotage est réellement étanche. Les résultats du sondage des sols réalisé au point haut et en limite de la zone ne sont pas suffisants pour la démonstration ; celui-ci ayant été fait dans une zone moins ou peu soumise aux égouttures. En cas de doute ou de démonstration de la non étanchéité de la zone, l'exploitant mettra en œuvre les moyens pour se mettre en conformité avec la prescription. L'exploitant dispose d'un délai d'un mois pour la démonstration de l'étanchéité ou pour la proposition des mesures de gestion et le calendrier associé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Caractérisation des rejets des eaux résiduaires & pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/01/2023, article 2.2 (11-2)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation des rejets des eaux résiduaires & pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rejet des eaux résiduaires [...] devra répondre aux caractéristiques maximales suivantes [tableau].</p> <p>Aucun rejet d'eau usée ou matières polluantes ne devra s'effectuer dans le réseaux d'eaux pluviales. Tout erjet éventuel, même en cas d'accident, devra répondre aux caractéristiques ci-après [tableau].</p> <p>L'exploitant réalise une autosurveillance périodique de ses rejets aqueux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- eaux résiduaires : analyse mensuelle pour certains paramètres et analyse trimestrielle pour d'autres paramètres ;</li> <li>- eaux pluviales : analyse semestrielle pour une liste de paramètres.</li> </ul> <p>Les paramètres de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique [...] GIDAF.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les autosurveillances pour les eaux résiduaires et pluviales sont réalisées sur les paramètres listés dans l'arrêté du 19 janvier 2023 et aux fréquences indiquées.</p> <p>Aucun dépassement n'a été enregistré sur les deux dernières années (vérification par l'inspection sur les années 2025 et 2024).</p> <p>En cas de dépassement, il est prévu que le laboratoire informe la référente ICPE de Sarp Ouest. La référente informe à son tour le responsable du site et demande la mise en œuvre des actions correctives.</p> <p>Une restitution du suivi de la qualité des rejets est envoyée à l'inspection dans le cadre du bilan annuel de suivi du site.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/01/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance des eaux souterraines est définie selon les dispositions suivantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins trois piézomètres non alignés, dont un en amont et deux en aval,</li> <li>- les ouvrages sont clairement matérialisés et identifiés,</li> <li>- tous les piézomètres sont nivelés ; le repère du nivellement est clairement identifié de manière</li> </ul>

pérenne sur la tête de l'ouvrage,

- l'exploitant fait inscrire ses ouvrages de surveillance à la banque du sous-sol (BSS) du BRGM,
- ils sont maintenus en bon état,
- les têtes sont capuchonnées et cadenassées,
- la surveillance est semestrielle sur l'ensemble des piézomètres, sur une liste de paramètres précisées dans l'arrêté,
- le sens d'écoulement de la nappe est établi à chaque campagne,
- les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes en vigueur,
- les analyses sont réalisées par un laboratoire accrédité,
- le bulletin d'analyses précisera notamment : les méthodes analytiques, les limites de quantification, les incertitudes de la méthode analytique,
- un rapport annuel portant sur la surveillance des eaux souterraines est réalisé. Il présente a minima (liste de points),
- les résultats sont transmis par voie électronique sur le site GIDAF,
- tous les quatre ans, l'exploitant réalise un bilan de la surveillance de la nappe [...]

### Constats :

Trois piézomètres ont été ajoutés à celui déjà existant. Les quatre piézomètres ne sont pas alignés. La position hydraulique des piézomètres n'est pas réellement connue. En effet, le rapport annuel de surveillance de 2024 (consulté en inspection) montre des sens d'écoulement différents lors des campagnes (sens opposé entre deux campagnes ou deux sens d'écoulement sur le site lors d'une même campagne). L'exploitant doit continuer à acquérir de la donnée sur le sens d'écoulement des eaux souterraines pour vérifier la localisation des piézomètres. Le bureau d'étude qui a réalisé les bilans 2024 et 2025 précise qu'il n'est pas certain de la référence prise pour la détermination du niveau de la nappe, pouvant expliquer les incohérences observées.

*NB : Les campagnes de surveillance des eaux souterraines menées de janvier 2012 à décembre 2019 sur le site situé au Nord de celui de Sarp Ouest montrent un sens d'écoulement global de la nappe orienté du Sud-Ouest vers le Nord-Est, relativement constant depuis des années. La voie de chemin de fer sépare les deux sites.*

En 2024 et 2025, c'est le laboratoire qui réalisait les échantillonnages et l'analyse. Pour 2026, l'exploitant va faire appel à un bureau d'étude qui réalisera les échantillonnages et le bilan annuel, de façon à mieux pouvoir interpréter les résultats.

Les quatre piézomètres ont été vus le jour de l'inspection. Une pancarte à côté des piézomètres indique le nom, le numéro BSS, la propriété de SARP OUEST. Seul le piézomètre 3 a été ouvert. Le repère de prélèvement est indiqué sur le tube du piézomètre. Il s'agit du haut du tube.

Les quatre piézomètres étaient en bon état le jour de la visite, ils étaient capuchonnés et fermés à clés (la clé est détenue par l'exploitant, sur site).

Les bulletins d'analyses sont déposés sur le site GIDAF tous les six mois. Tous les paramètres listés dans l'arrêté du 19 janvier 2023 sont suivis. Le bulletin précise la norme suivie pour réaliser le prélèvement, les méthodes utilisées pour l'analyse des différents paramètres. Les limites de qualité et les incertitudes n'apparaissent pas sur le bulletin d'analyse.

D'après les premiers éléments vus sur les résultats du suivi piézométrique, les eaux présentent parfois du fer (a priori en lien avec la présence de matières en suspension), parfois dès l'amont. Les autres substances présentes sont des éléments traces métalliques. Les eaux ont une tendance acide (pH de 5-6) et le piézomètre situé à l'aval des cuves des eaux hydrocarburées est toujours légèrement plus basique (pH 6,5 - 7).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est proposé à l'exploitant qu'il réalise des mesures de niveau de la nappe tous les trimestres en 2026 pour déterminer le sens d'écoulement de la nappe. Deux des mesures seront réalisées en même temps que le suivi semestriel. La première mesure devra avoir lieu au premier trimestre 2026.

Les rapports annuels de surveillance de la qualité des eaux souterraines de 2024 et 2025 doivent être envoyés à l'inspection. Celui de 2026 devra être déposé sur la plateforme GIDAF avec la dernière campagne de l'année. Ce rapport doit présenter les courbes isopièzes pour commencer à comprendre le sens d'écoulement des eaux, ainsi qu'une première analyse de comparaison des résultats entre les piézomètres et d'une année sur l'autre. Actuellement, les données brutes issues des bulletins d'analyses ne sont pas suffisantes pour vérifier l'éventuel impact de l'installation sur le milieu.

Le bilan quadriennal est attendu pour fin 2027. Une attention particulière sera portée sur l'analyse du sens d'écoulement des eaux. S'il s'avère que le sens d'écoulement des eaux souterraines varie dans le temps, l'exploitant devra compléter, le cas échéant, son réseau piézométrique de façon à prélever, lors de chaque campagne, au moins un piézomètre en amont et deux piézomètres en aval des installations potentiellement polluantes. Si tel est le cas, tous les piézomètres ne seront pas nécessairement prélevés lors de chaque campagne.

L'exploitant doit demander au laboratoire d'indiquer les limites de quantification et les incertitudes de la méthode analytique sur les bulletins d'analyse.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois